

Affirmer notre antifascisme : le devoir du moment

Nous vivons des temps dangereux, où le camp du suprémacisme, de l'extrême droite et du néofascisme se trouve en position de force partout dans le monde. La France ne fait malheureusement pas exception à cette vague mondiale. Il s'agit à la fois d'une montée de l'extrême droite institutionnelle, mais aussi d'une extrême droitisation des discours médiatiques et politiques en général, ainsi que de la violence de rue. Nous pouvons affronter ce péril si le camp antifasciste est solidaire et déterminé pour empêcher le pays de sombrer dans le pire.

À ce titre, nous sommes à un tournant. Le 12 février dernier, à Lyon, un drame a eu lieu : la mort d'un militant d'extrême droite, manifestement venu participer à une rixe contre des militants antifascistes. La mort violente d'un jeune de 23 ans est toujours inacceptable, et nous nous disons horrifiés par elle. Depuis ce drame, nous assistons avec sidération à la tentative d'instaurer une véritable chape de plomb sur la gauche et les forces antifascistes, qu'elles soient institutionnelles ou issues du mouvement social.

L'extrême droite dans toutes ses composantes a imposé un récit univoque établissant un continuum sans nuance entre les responsables du décès de Quentin Deranque, l'ensemble des militants antifascistes et la France insoumise. Cette lecture des événements a été reprise sans aucune distance critique par les médias mainstream, le gouvernement, et une très grande partie de la classe politique. Laisser ainsi le camp suprémaciste dicter sa lecture des événements est irresponsable. C'est faire le lit de l'extrême droite et aider à une manœuvre qui vise, pour la première fois depuis la Libération, à inverser les rôles entre fascistes et antifascistes.

Nous sonnons l'alerte : historiquement, l'extrême droite a souvent instrumentalisé des violences comme celle-ci pour mettre au pas la société. En 1930, la mort du militant nazi Horst Wessel, engagé dans la SA, a été transformée en mythe par Goebbels au service de la victimisation du parti nazi. Bien sûr, ces événements ont leur spécificité historique et on ne saurait les plaquer simplement sur notre réalité contemporaine. Mais plus proche de nous, rappelons nous comment, aux États-Unis, Trump et les siens ont instrumentalisé l'assassinat de Charlie Kirk pour réprimer les mouvements sociaux et classer officiellement les antifascistes comme mouvement terroriste.

Notre devoir n'est pas de crier avec les loups pour accabler le mouvement antifasciste ou la France insoumise. L'urgence est de faire bloc pour d'abord réaffirmer une réalité que montrent tous les chiffres : la violence politique vient d'abord de l'extrême droite. 90 % des morts d'assassinats politiques entre 1986 et 2021 sont le fait de ce camp. Depuis 2022, 12 personnes ont été tuées des mains de l'extrême droite dans notre pays. Encore ces derniers jours, des permanences politiques et syndicales, des bars et des lieux de convivialité ont été pris pour cible, faisant plusieurs blessés. Nous devons être nombreux à refuser la diabolisation de l'antifascisme, et son corollaire, la dédiabolisation du fascisme.

Vaucluse le 21 février 2026